

La CGT tire la sonnette d'alarme sur la situation désastreuse dans les organismes de Sécurité Sociale. Après des années de restrictions budgétaires avec pour conséquences la réduction des effectifs, les fermetures de sites de proximité et la diminution voire la suppression des prestations pour les usagers (assurés sociaux, allocataires, pensionnés et cotisants), notre belle institution est aujourd'hui au bord de la rupture !!

Les agents de la Sécurité sociale, quel que soit leur organisme, n'en peuvent plus tant la souffrance au travail est réelle. Charge de travail surréaliste, pression du chiffre, logiciels défectueux ou tout simplement inopérants, instructions contradictoires, législations qui évoluent du jour au lendemain, manque d'effectifs... ont pour conséquence découragements, dépressions, burn-out, abandons de poste, démissions ...

Pour les usagers, c'est la double peine avec des délais de traitements et de paiements insupportables engendrant des difficultés d'accès aux droits et aux soins.

Face à une inflation inédite, ces situations créent encore plus de précarité faute de réponses apportées aux assurés ou de prestations versées dans des délais acceptables.

La mise en place du « tout numérique » n'arrange rien, bien au contraire, puisqu'il devient quasiment impossible aux usagers d'échanger sur place avec un agent pour leur venir en aide. Ils doivent exécuter eux-mêmes le travail initialement confié aux agents avec comme risque, s'ils n'y parviennent pas, d'être en rupture de droits.

Les lois de financements de la Sécurité sociale (LFSS) votées par l'Assemblée Nationale, ainsi que les Conventions d'Objectifs et de Gestion (COG) négociées entre le ministère et les caisses nationales au sujet des missions confiées et des moyens associés, étranglent littéralement les salariés comme les usagers.

La Sécurité sociale, depuis sa création et encore plus en situation de crise financière ou sanitaire, montre bien qu'elle est essentielle.

Face à toutes ces souffrances, les agents continuent pourtant de faire de leur mieux avec une abnégation et un sens du service public sans faille !

L'employeur, quant à lui, continue ses provocations, avec une multiplication des entretiens disciplinaires pour des motifs farfelus ou tout simplement mensongers. Il désorganise le travail et met une pression folle sur les agents pour, dans les faits, permettre aux agents de directions d'atteindre leurs objectifs inavoués de liquidation de la Sécurité sociale et recevoir, au passage, des primes conséquentes.

Les salariés se sentent méprisés par leurs directions locales et nationales qui n'ont qu'un but : répondre aux objectifs. Elles sont prêtes pour cela à manipuler les indicateurs, à « archiver » comme ils disent bon nombre de réclamations (les salariés parlent plutôt de mise dans la corbeille) et ne se soucient pas de la souffrance au travail ainsi infligée aux agents. Elles jouent également la montre sur la revendication légitime de l'augmentation de la valeur du point.

La CGT dit STOP à ce mépris ignoble et revendique des mesures d'urgence pour les salariés de la Sécurité sociale.

- Des embauches massives pour répondre aux besoins des usagers et des salariés avec la mise en place de bonnes conditions de travail.
- L'augmentation des salaires avec une valeur du point à 10 euros, une juste revalorisation après presque dix ans de gel de sa valeur.
- Une classification permettant un vrai déroulement de carrière.
- L'arrêt des politiques purement comptables (COG) et le démantèlement de la Sécurité sociale.
- Le développement des accueils physiques car l'utilisateur doit pouvoir trouver à tout moment une personne pour le renseigner. La réponse numérique doit rester un outil facilitateur et non se substituer à une personne physique
- Un financement de la Sécurité Sociale à la hauteur des enjeux de notre société.
- Le 100% Sécu.